

«Les associations d'enseignants et les acteurs

Le 2 septembre prochain se tiendra au cœur de Berne, à l'Hôtel Bellevue à côté du Palais fédéral, la Journée suisse de l'éducation. Organisé par le SER et son pendant alémanique LCH¹, le rendez-vous a tout d'un événement: pour la première fois, les représentant-e-s des syndicats d'enseignants rencontreront celles et ceux qui mènent la politique de l'éducation en Suisse afin d'échanger, débattre et – c'est un des objectifs – savoir quels partis partagent leurs visions pour l'école.



Beat W. Zemp et Georges Pasquier

► L'idée d'une telle rencontre est née lors d'une assemblée des délégués de LCH, dont le thème «*Wieviel Bildung braucht der Bund?*» («De quelle formation a besoin le monde politique?») avait réuni des représentants de l'économie, de la politique et de la formation, explique Beat W. Zemp, président de la faîtière alémanique: «Les échanges ont été très riches et, à la fin de la journée, une évidence s'est imposée: il nous faut *Landsgemeinde*, une place de discussion où peuvent se retrouver les mondes de la formation, de la politique, des associations professionnelles, tous ceux qui sont intéressés par ce thème». J'ai parlé de l'idée à Georges, pour savoir si le SER serait d'accord de s'y associer; sa réponse a été immédiatement favorable.»

Georges Pasquier, président du SER: Notre comité central a tout de suite compris l'intérêt d'un tel rendez-vous. Depuis le vote par le peuple en 2006² des articles constitutionnels sur la formation et l'acceptation du concordat HarmoS³, le débat au niveau national est devenu plus que nécessaire. Et comme l'Espace romand de la formation créé par la CIIP⁴ est reconnu par le concordat HarmoS, nous avons tout intérêt à nous positionner en tant que partenaire incontournable dans ce débat. La proposition de LCH est tombée à point nommé: les associations d'enseignants doivent s'affirmer au niveau national par rapport au politique.

Beat W. Zemp: On a en effet remarqué qu'après la fameuse non-réélection de

M. Blocher au Conseil fédéral, quand l'UDC s'est mise à mener une politique d'opposition systématique et qu'elle a saisi le champ de la formation comme un de ses thèmes principaux de campagne, la plupart des autres partis politiques ont également commencé à se préoccuper plus sérieusement de l'éducation. Depuis, on assiste à une véritable explosion de propositions, les *Tagesstruktur*, (structures d'accueil de jour) par exemple, les *Wettbewerbs* (classements), les *Leistung muss sich lohnen* (l'importance de la productivité). Et chaque fois, les médias nous ont demandé de prendre position sur ces propositions. Une des raisons pour laquelle il nous faut maintenant parler directement avec les politiques, c'est que, pour eux, leurs propositions sont

politiques se parlent»

parfois seulement l'occasion de gagner des voix. Or, il y a vraiment toute une liste de thèmes qui nous touchent comme associations professionnelles et nous ne voulons pas être des pots de fleurs, nous voulons avoir un rôle actif.

G.P.: Ce dont on souffre actuellement, c'est d'une espèce d'immixtion systématique des partis politiques dans le système éducatif; dans plusieurs cantons, on commence à mettre n'importe quoi dans la loi, en croyant que c'est comme cela qu'on va gérer le système! Le politique a bien sûr le droit de donner des buts à l'école, de lui dire ce qu'il faut qu'elle fasse, mais pas comment il faut qu'elle le fasse. Et l'école, elle, a le droit de réclamer une certaine autonomie sur la façon dont elle va répondre aux demandes du politique. Il va falloir équilibrer tout ça. Parce que si le politique demande énormément à l'école et ne lui donne que très peu de moyens, ça ne peut pas fonctionner. Nous revendiquons de pouvoir dire: voilà le mandat que vous nous donnez, d'accord, mais voilà ce que nous vous proposons de faire, et à quel prix. C'est là l'origine des thèses sur l'éducation que nos deux associations ont préparées et sur lesquelles débattront les participants à la Journée.

Thèses qui sont?...

G.P.: ... difficiles à résumer⁵, mais leurs titres disent clairement de quoi il s'agit, comment le système de formation se place par rapport au politique. Il y en a sept: En finir avec la «mission impossible»; Investir davantage dans l'éducation; Attirer les meilleurs pour la profession; Respecter les professionnels; Egalité des chances et intégration: des objectifs non négociables; Remplir le contrat plutôt que repeindre la façade; Affermir l'éducation citoyenne.

Comment sont nées ces thèses? On parle souvent de grosses différences

de mentalités entre Alémaniques et Romands, comment vous êtes-vous mis d'accord?

B.W.Z.: On en a parlé au sein de nos deux comités, puis on s'est retrouvé pour en discuter et on a vite constaté que nos réflexions étaient les mêmes, qu'on s'accordait sans problème. Il faut dire que les différences sont surtout au niveau des cantons: conditions de travail, salaires, pensum... Rien qu'en prenant le nombre de leçons obligatoires pour les neuf années scolaires, ça varie énormément; entre Genève et les Grisons ou Saint-Gall, ça fait plus de deux années de différence!

G.P.: Les préoccupations de base sont les mêmes pour les enseignants alémaniques et romands. Il n'y a pas eu deux paquets différents qu'on a mis ensemble. Peut-être que nous, les Romands, avons un peu plus insisté sur l'éducation citoyenne, mais les idées communes se sont imposées facilement.

Comment se déroulera cette Journée? Qui y participera?

G.P.: Nous avons invité les partis politiques présents sous la Coupole, la Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique, la Conférence intercantonale de l'instruction publique de Suisse romande et du Tessin et les responsables cantonaux en charge de l'éducation d'une part, et des délégués de tous les cantons de nos associations professionnelles d'autre part. Dans une première partie, les principaux responsables de la politique éducative dans les partis présents aux Chambres fédérales s'exprimeront sur leurs programmes respectifs et sur nos thèses avant d'en débattre autour d'une table ronde avec tous les participants de la journée. Puis une deuxième table ronde nous réunira, les présidents de LCH et du SER, avec des représentants de la

CDIP pour prendre position sur les messages clés issus des débats de la première table ronde. Il y aura chaque fois des retours pour alimenter les discussions. Ce sera très interactif.

Et l'après-Journée? Qu'en attendez?

G.P.: C'est un début. On l'appelle d'ailleurs «Première journée», parce qu'on pense qu'il y en aura d'autres. Il faut vraiment instaurer un espace suivi de discussion qui puisse réguler le système.

B.W.Z.: C'est un début, c'est vrai, mais une autre raison pour laquelle on a choisi le 2 septembre, c'est que les élections fédérales ont lieu huit semaines plus tard... Nous voulons savoir quels partis sont vraiment favorables à nos thèses, lesquels sont absolument contre nos idées. Et nous publierons leurs opinions, pour donner à nos membres, au corps enseignant, des *Entscheidungshilfen*...

G.P.: ... des aides à la décision.

Vous direz donc quels partis, quels candidats partagent vos visions?

G.P.: Oui ça c'est clair. Il faut sortir du discours général.

L'Éducateur consacrera son prochain dossier (no 8/2011) à une présentation complète de la première Journée suisse de l'éducation. ●

¹ Dachverband Schweizer Lehrerinnen und Lehrer

² Cette nouvelle base constitutionnelle oblige la Confédération et les cantons à coopérer et à réglementer de manière uniforme certains paramètres fondamentaux.

³ Ce concordat harmonise pour la première fois au niveau suisse la durée des degrés d'enseignement, leurs principaux objectifs et le passage de l'un à l'autre.

⁴ Conférence intercantonale de l'instruction publique de Suisse romande et du Tessin

⁵ Pour prendre connaissance des thèses LCH/SER de la première Journée Suisse de l'Éducation: www.journee-education.ch